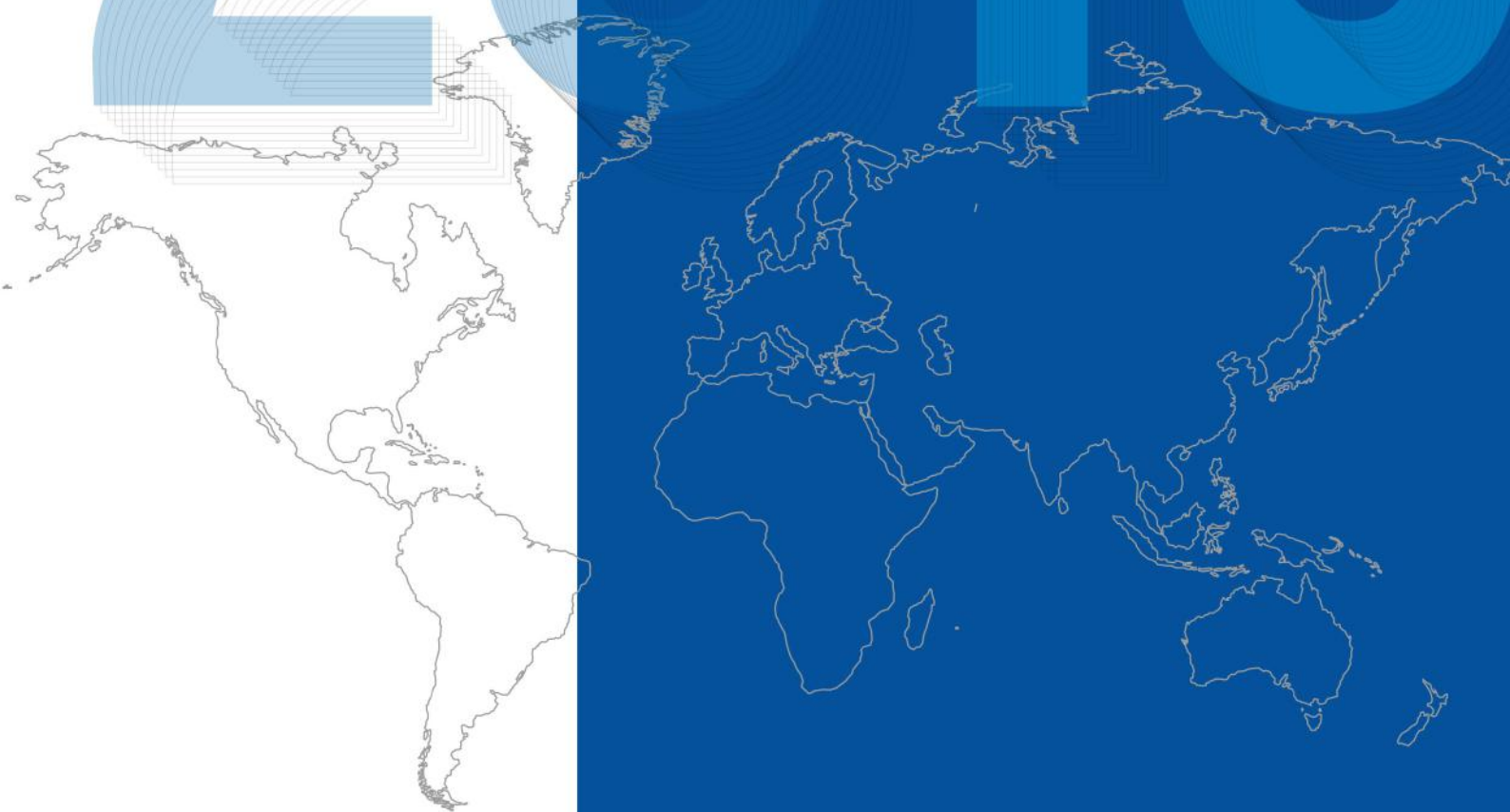


RAPPORT ANNUEL

APD

L'AIDE PUBLIQUE  
AU DÉVELOPPEMENT  
2016

DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES  
FRANÇAISES





---

## SOMMAIRE

---

PRÉFACE DE JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES / P5

---

INTRODUCTION / P7

---

CADRE LÉGISLATIF ET MÉTHODOLOGIQUE DE COLLECTE  
DE L'APD DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
FRANÇAISES / P8

---

TENDANCES DE LA TÉLÉDÉCLARATION  
DE L'APD 2016 / P9

---

CHIFFRES-CLÉS DE L'APD 2016  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES / P10

---

L'APD DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DES PAYS  
DE L'OCDE : TENDANCES ET ÉTAT DES LIEUX / P12

---

### **TABLEAUX ET GRAPHIQUES DE L'APD 2016 / P14**

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR NIVEAU DE COLLECTIVITÉ  
TERRITORIALE / P15

---

RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR TYPE D'AIDE  
ET PAR CANAL D'ACHEMINEMENT / P16

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR SECTEUR / P18

---

RÉPARTITION DE L'APD PAR COLLECTIVITÉ  
TERRITORIALE (EN EUROS ET HORS AIDE AUX RÉFUGIÉS) / P21

---

BÉNÉFICIAIRES DE L'APD BILATÉRALE 2016  
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET PAR PAYS (EN EUROS ET HORS AIDE  
AUX RÉFUGIÉS) / P28

---

RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR MARQUEUR  
DE L'OCDE / P33

---





## PRÉFACE DE **JEAN-YVES LE DRIAN** MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises fait partie intégrante de la politique de la France d'aide aux pays en développement. Par leurs actions au plus près des territoires et des populations, les collectivités territoriales contribuent au développement intégré de nos partenaires, avec un savoir-faire reconnu et salué par le gouvernement français dans le

Livre blanc *Diplomatie et territoires, pour une action extérieure démultipliée*, de 2016 approuvé par la Commission nationale de la coopération décentralisée.

Avec une aide publique au développement de 82,9 millions d'euros en 2016, les collectivités territoriales françaises ont fait preuve de solidarité envers leurs collectivités partenaires en les accompagnant dans leurs politiques publiques au niveau territorial.

En réalisant et diffusant ce rapport sur l'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises en 2016 dans le cadre des travaux de la Commission nationale de la coopération décentralisée, je voudrais rendre hommage à la coopération décentralisée à destination des pays en développement. Ce mode de coopération repose sur la volonté d'engagement des élus locaux mais également sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés de nos territoires, ainsi que de leurs partenaires (associations locales, secteur privé, établissements d'enseignement et de formation, instituts de recherche, diasporas, jeunes, etc.).

Je voudrais apporter tout mon soutien à cette dynamique solidaire. Ayant longtemps exercé des mandats locaux et nationaux, je connais l'importance de l'effort financier sur fonds propres des collectivités qui implique un portage politique fort, une adhésion des populations et une reddition des comptes auprès des citoyens. Cet effort vient démontrer l'importance des liens entre collectivités territoriales de notre pays avec celles de nos partenaires pour réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Je tiens donc vivement à remercier et féliciter les 373 collectivités territoriales françaises qui contribuent chaque jour au développement et à la réduction des inégalités dans leurs territoires partenaires.

**Jean-Yves Le Drian**  
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères





l'aide publique au développement (APD) des collectivités territoriales françaises s'élève en 2016 à **82,9 millions d'euros**, avec l'aide aux réfugiés sur le territoire français, soit **1 % de l'APD française qui s'élève en 2016 à 8,6 milliards d'euros** (0,38 % du revenu national brut). Hors aide aux réfugiés, l'APD des collectivités territoriales françaises en 2016 s'élève à **48 millions d'euros**.

## L'APD des collectivités territoriales françaises en 2016



Un montant total de **82,9 millions** d'euros en 2016.



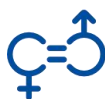
**10 pays prioritaires** : Sénégal, Madagascar, Haïti, Mali, Burkina Faso, Vietnam, Togo, Maroc, Bénin et les Territoires palestiniens et représentant à eux seuls **50,1 % de l'APD** des collectivités territoriales françaises (hors aide aux réfugiés).



Dès 2017, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (MEAE/DGM/DAECT) publie un **rapport annuel** sur l'APD des collectivités territoriales françaises.



La France se place en **sixième position** en matière d'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE.



41 % des dépenses d'APD des collectivités territoriales françaises ont un impact en faveur de l'**égalité femmes-hommes**.



À vos agendas : la prochaine campagne de collecte de l'APD des collectivités territoriales françaises sera ouverte du **15 avril au 31 mai 2018** sur le site [www.cncd.fr](http://www.cncd.fr).

## Les cinq principaux secteurs de l'APD des collectivités (hors aide aux réfugiés)



Eau et assainissement



Agriculture



Éducation  
et formation professionnelle



Gouvernance  
et société civile



Politique en matière  
de population, santé et fertilité

Ces cinq secteurs représentent **50% de l'APD des collectivités territoriales françaises hors aide aux réfugiés**

---

# CADRE LÉGISLATIF ET MÉTHODOLOGIQUE DE COLLECTE DE L'APD DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES

---

Chaque année, il est demandé à toutes les collectivités territoriales françaises et leurs groupements, **au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales**, de télédéclarer leur contribution à l'aide publique au développement, soit :

- les montants alloués dans le cadre de leurs projets de coopération décentralisée et de leurs autres actions extérieures menés dans des pays en développement ;
- les subventions versées à des associations locales ou des ONG (en France ou dans le pays partenaire) afin qu'elles mettent en œuvre leurs projets de développement ;
- les dépenses de service et les charges de suivi de ces actions ;
- les montants versés au bénéfice d'organisations internationales multilatérales ;
- et depuis 2017, les actions de sensibilisation au développement, d'aide aux réfugiés et d'appui à l'accueil des étudiants étrangers (provenant des pays éligibles à l'APD).

---

Les données sont déclarées en ligne entre le 15 avril et le 31 mai de chaque année sur le **site de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)**, administré par la DAECT.

---

Une **circulaire du secrétaire général de la CNCD, également délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales**, rappelle chaque année aux collectivités territoriales l'obligation de déclarer en ligne les données portant sur leurs versements au titre de l'aide publique au développement. **Depuis 2015, cette télédéclaration de l'APD est une condition d'octroi d'un cofinancement du MEAE.**

---

Les résultats de cette télédéclaration sont ensuite pris en compte par la Direction générale du Trésor du ministère de l'Économie et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le **Rapport annuel sur la coopération pour le développement** dans lequel apparaissent les montants imputables des collectivités territoriales. Ils figurent également sur l'[Atlas français de la coopération décentralisée](#). Ce recueil de données financières permet de valoriser l'effort des collectivités territoriales en matière d'aide au développement et de faire reconnaître leurs actions auprès des institutions multilatérales.

---

## PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES : APD ET AIDE AUX RÉFUGIÉS

Il convient de préciser ici que le **montant total de l'APD des collectivités territoriales françaises, soit 82,9 millions d'euros, comprend l'aide aux réfugiés sur le territoire français**. À noter que l'aide aux réfugiés est comptabilisée dans l'APD des collectivités territoriales depuis 2016.

Par réfugié, on entend toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors de son pays d'origine. Peut également être comptabilisée dans cette rubrique l'aide apportée à des personnes qui ont fui leur domicile pour cause de guerre civile ou de troubles graves.

Les dépenses allouées par le secteur public au profit des réfugiés (dont les mineurs isolés) pendant les douze premiers mois de leur séjour en France ont donc été comptabilisées en APD.

L'APD 2016 des collectivités territoriales relevant de l'aide aux réfugiés s'élève à **34,9 millions d'euros**.

Dans ce rapport, afin de préserver un périmètre d'étude et de comparaison identique à celui des années précédentes, l'APD détaillée et comparée dans la plupart des tableaux et graphiques est comptabilisée hors aide aux réfugiés.



---

## TENDANCES DE LA TÉLÉDÉCLARATION DE L'APD 2016

---

En 2016, l'APD totale des collectivités territoriales a **donc augmenté de 23,3 millions d'euros, soit 40 %**. Toutefois, si l'on considère l'**APD des collectivités territoriales hors aide aux réfugiés, soit 48 millions d'euros, on constate une baisse de 19,5 % de l'APD** par rapport à 2015 à périmètre constant, après une phase de stagnation sur la période 2013-2015.

---

Comme chaque année, les **chiffres déclarés par les collectivités territoriales doivent être nuancés**. En effet, certaines collectivités n'ont pas satisfait à l'obligation de déclaration et les dépenses déclarées sont souvent sous-évaluées (par exemple, les salaires des personnels en mission parfois non comptabilisés). On observe par ailleurs une sous-déclaration pour l'APD dans les pays émergents. De plus, l'aide publique au développement est généralement déclarée par les directions des relations internationales des collectivités. Or, l'action extérieure vers les pays en développement est aussi déployée par d'autres services de ces collectivités, qui ne communiquent pas toujours les montants de ces projets à leurs directions des relations internationales. Enfin, les modifications issues des lois MAPTAM (loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NOTRe (loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République), ainsi que les alternances politiques consécutives aux élections municipales de 2014, départementales et régionales de 2015, ont eu des conséquences sur les stratégies relatives à l'aide publique au développement de tous les niveaux de collectivités.

---

L'estimation de la marge d'erreur de la déclaration APD des collectivités françaises était de 20 à 30 % en 2015. **L'ampleur de ce défaut de déclaration a conduit la DAECT à mener une relance insistante vers les collectivités qui n'avaient pas déclaré leur APD et dont l'action extérieure lui était connue**. Par ailleurs, la DAECT a largement communiqué sur le fait que la déclaration APD des collectivités fait pleinement partie de l'APD déclarée par la France, qu'elle vient compléter par son action au plus près des territoires, ainsi que sur le fait que cette télédéclaration devenait une condition d'octroi d'un cofinancement de projet par le MEAE dans le cadre de ses appels à projets.

Le volume de l'APD recensé pour 2014 a ainsi été réévalué de 7,2 % à la suite à la relance faite aux collectivités d'octobre 2014 à janvier 2015. Cette relance, qui a impliqué une meilleure connaissance des obligations de déclaration, est une des raisons de la hausse du niveau de l'APD déclarée par les collectivités territoriales en 2016 pour leurs projets 2015.

**En 2017, on constate que le nombre de collectivités ayant déclaré les montants 2016 de leur APD est stable par rapport à celui de 2016, le périmètre d'observation est donc constant.**

---

En comparaison de l'année précédente et hors aide aux réfugiés, les **flux de 2016 ont baissé (-19,5 % par rapport à 2015)**. On constate :

- une baisse de 11 928 351 € (soit 41 %) pour les conseils régionaux (35 % de l'APD), pour partie imputable aux conséquences de la loi NOTRe qui a conduit à la fusion des conseils régionaux et à la modification de leurs compétences et donc à une période de redéfinition de leurs actions ;
- une légère baisse de 749 749 € (soit 6 %) pour les conseils départementaux (23 % de l'APD) ;
- une augmentation de 1 180 319 € (soit 15 %) pour les groupements, intercommunalités et métropoles (19 % de l'APD) qui peut s'expliquer par les nouvelles compétences qui leurs sont octroyées dans le cadre des lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015). On constate par ailleurs une hausse continue depuis 2011, avec un doublement des montants de l'APD des groupements de collectivités territoriales sur la période 2011-2016 ;
- une légère hausse de 218 070 € (soit 3 %) pour les villes de plus de 100 000 habitants (18 % de l'APD) ;
- une baisse de 281 597 € (soit 12 %) pour les villes de moins de 100 000 habitants (5 % de l'APD).

**2016 est donc une année de transition**, faisant suite aux élections départementales et régionales de mars et décembre 2015, ainsi qu'aux conséquences du redécoupage territorial et de la redéfinition des compétences (lois MAPTAM et NOTRe).

(Voir « Répartition de l'APD par niveau de collectivité territoriale », p.15)

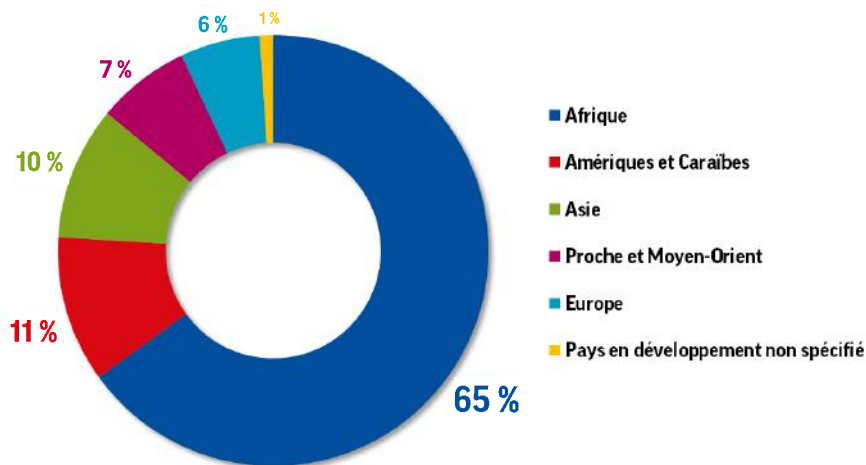
## CHIFFRES-CLÉS DE L'APD 2016 DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les **principales collectivités territoriales** contributrices à l'APD 2016, hors aide aux réfugiés, sont :

La ville de Paris	13,1 % de l'APD
Le Syndicat des eaux d'Île-de-France	5,4 % de l'APD
Le Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes	4,7 % de l'APD
Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	4,5 % de l'APD
Le Conseil départemental des Yvelines	4,1 % de l'APD
Le Service public de l'assainissement francilien	3,9 % de l'APD
Le Conseil départemental des Hauts-de-Seine	3,7 % de l'APD
Le Conseil régional d'Île-de-France	3,6 % de l'APD
Le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,4 % de l'APD
Le Conseil régional du Grand-Est	3,2 % de l'APD

(Voir « Répartition de l'APD 2016 par niveau de collectivité territoriale », p.15)

La **répartition de l'APD des collectivités territoriales par zone géographique** (hors aide aux réfugiés) est la suivante :



Selon la **zone géographique**, les **principaux pays bénéficiaires** (hors aide aux réfugiés) sont :

Europe	Arménie et Macédoine (43 % de l'APD de la zone)
Afrique du Nord	Maroc et Tunisie (82 % de l'APD de la zone)
Afrique orientale et Océan Indien	Madagascar, Afrique du Sud, Comores (76 % de la zone)
Afrique subsaharienne	Sénégal, Mali, Burkina Faso, Togo et Bénin (71 % de l'APD la zone)
Amérique du Nord, centrale et Caraïbes	Haïti, Cuba, Salvador et Mexique (98 % de l'APD de la zone)
Amérique du Sud	Chili, Équateur et Brésil (73 % de l'APD de la zone)
Proche et Moyen-Orient	Territoires palestiniens et Liban (76 % de l'APD de la zone)
Asie	Vietnam, Cambodge, Laos et Inde (82 % de l'APD de la zone)

(Voir « Bénéficiaires de l'APD bilatérale 2016 par zone géographique et par pays (en euros et hors aide aux réfugiés) », p. 28)

La **loi Oudin-Santini** de 2005, relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, continue de jouer un rôle incitatif accru. Celle-ci permet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de financer, sur le budget des services publics de l'eau et de l'assainissement, des actions de coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Le plafond des dépenses est fixé à 1 % des ressources affectées jusqu'ici à ces services, soit un total déclaré pour le secteur eau assainissement de **10 094 778 €** (21,8 % de l'APD hors aide aux réfugiés).

La **loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et solidarité internationale** adoptée le 7 juillet 2014, a permis d'étendre le dispositif du 1 % eau et assainissement au secteur des **déchets**. Désormais, « *les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes compétents en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages ou percevant la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères peuvent mener, dans la limite de 1 % des ressources affectées aux budgets de ces services, des actions de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire dans les domaines de la collecte et du traitement des déchets des ménages.* »

En 2016, l'APD des collectivités territoriales dans le secteur de la gestion des déchets s'élève à **1 518 000 €** (soit 3,3 % de l'APD hors aide aux réfugiés). (Voir « Répartition de l'APD 2016 par secteur », p.18).

Par ailleurs, en 2017, la télédéclaration de l'APD des collectivités territoriales françaises intègre la notion des « marqueurs » de l'OCDE. Les marqueurs sont des indicateurs chiffrés (0, 1, 2) permettant de connaître les impacts de chaque dépense d'APD sur les priorités en matière de développement et ce de manière transversale. Les marqueurs étudiés cette année sont les suivants :



**Égalité homme-femme** : ce marqueur permet d'évaluer les effets des actions APD sur l'égalité femmes-hommes ;



**Biodiversité** : ce marqueur permet de mesurer les impacts des dépenses d'APD en matière de préservation de la biodiversité terrestre et/ou marine d'un territoire ;



**Changement climatique-atténuation** : une action contribue à l'atténuation du changement climatique si elle contribue à la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère (activités permettant de réduire ou limiter les émissions de GES ou protection et amélioration des puits et réservoirs des GES (forêts et sols)) ;



**Changement climatique-adaptation** : les actions éligibles à ce marqueur doivent permettre de limiter les impacts négatifs du changement climatique et d'en maximiser les effets bénéfiques (modes d'organisation, localisation des activités, modification des techniques employées par les acteurs locaux, etc.) ;



**Développement participatif/bonne gestion des affaires publiques** : ce marqueur permet de mesurer les impacts de la dépense d'aide au développement sur une meilleure gouvernance et démocratisation, participative et inclusive, aux échelons local, régional et national.

Ainsi, pour chaque dépense, les collectivités territoriales ont sélectionné une pondération entre « 0 » (la dépense n'a aucun impact sur le marqueur), « 1 » (la dépense a un impact significatif sur le marqueur), « 2 » (le marqueur est l'objectif principal du projet) et « néant » (la dépense ne prend pas en compte le marqueur).

En 2017, **76 % des dépenses d'APD enregistrées ont été marquées**, un pourcentage acceptable pour une première année et suffisant pour traiter les données. En 2017, on constate ainsi les tendances suivantes :

- Les marqueurs « Égalité homme-femme » et « Biodiversité » sont les marqueurs les plus renseignés, respectivement **41 % et 46 % des dépenses d'APD des collectivités territoriales ont un impact sur l'égalité femmes-hommes et sur la préservation de la biodiversité** ;
- En matière de lutte contre le changement climatique, **21 % des dépenses d'APD des collectivités territoriales françaises ont un impact sur l'adaptation, 21 % sur l'atténuation** ;
- **24 % des dépenses d'APD des collectivités territoriales concernent le développement participatif et la bonne gestion des affaires publiques**, un chiffre qui semble être sous-évalué au vu de la nature même des actions d'aide publique au développement des collectivités territoriales (coopération technique, aide projet et renforcement des capacités).

(Voir « Répartition de l'APD 2016 par marqueur de l'OCDE », p.33)

## L'APD DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DES PAYS DE L'OCDE : TENDANCES ET ÉTAT DES LIEUX

La déclaration de l'APD des collectivités territoriales est due pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, on constate une diversité très importante, tant sur la méthodologie de collecte, que sur le type d'informations demandées et le volume et la destination des montants déclarés par les collectivités territoriales.

Depuis 2005, **on constate une tendance à la hausse de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE (1 % d'augmentation par an entre 2005 et 2015)**. L'APD des collectivités territoriales passent alors de 1,7 milliard de dollars en 2005 à 1,9 milliard de dollars en 2015.

En 2015, **la France se place en sixième position en matière d'APD des collectivités territoriales**, derrière l'Allemagne, l'Espagne, le Canada, l'Autriche et la Belgique. Elle représente 3,4 % de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE.

**Tableau comparatif de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE en 2005, 2010 et 2015**  
(en millions de dollars)

	2005	2010	2015	Taux de croissance entre 2005 et 2015
Allemagne	1 012,9	933,4	975,5	-4 %
Canada	/	90,8	253,9	/
Espagne	473,6	570,1	209,5	-56 %
Autriche	36,8	22,7	169,5	+360 %
Belgique	74,0	97,6	85,8	+16 %
France	/	69,6	63,6	/
Suisse	43,3	48,9	62,6	+44 %
Italie	19,9	26,3	27,7	+39 %
Royaume-Uni	/	0,0	18,5	/
Japon	6,2	3,7	3,3	-46 %
République tchèque	/	0,0	0,3	/
Portugal	4,7	0,0	0,1	-97 %
Grèce	0,8	0,0	0,0	-100 %
<b>Total</b>	<b>1 672,2</b>	<b>1 863,1</b>	<b>1 870,3</b>	<b>12 %</b>

Concernant les **principaux pays bénéficiaires de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE**, on constate que la tendance est très différente de celle de l'APD des collectivités territoriales françaises, **avec une place prépondérante de l'Asie (Chine et Inde principalement) et une absence de l'Afrique francophone**, principale destinataire de l'APD des collectivités françaises.

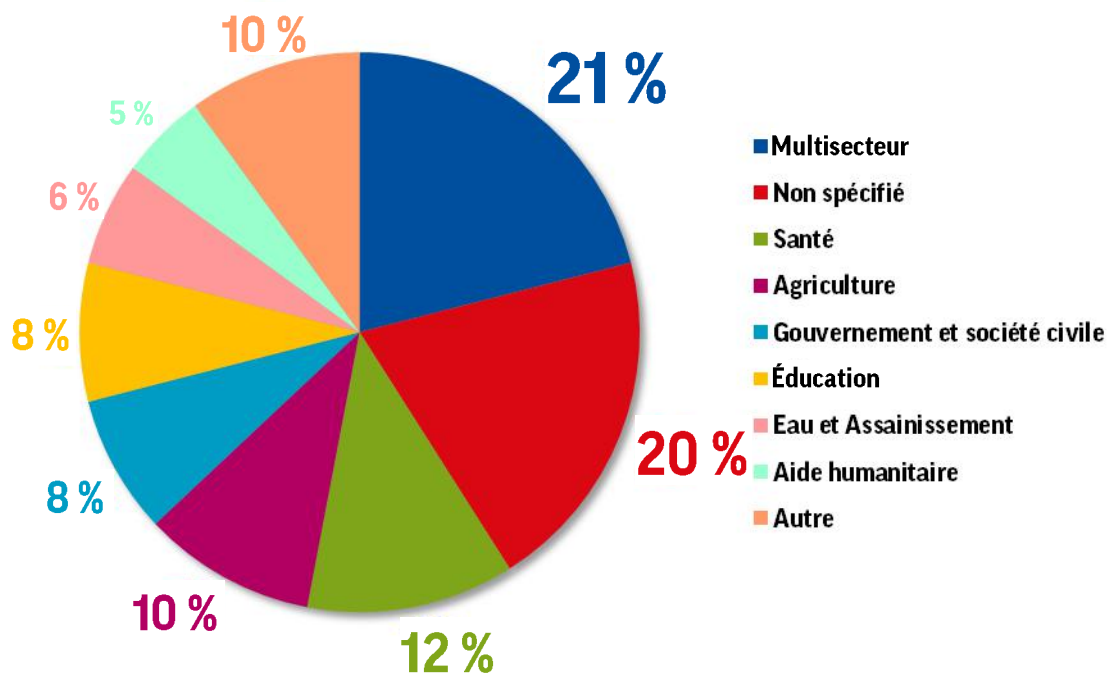
Toutefois, il convient de rappeler que la place prépondérante de la Chine et de l'Inde dans l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE provient en très grande partie des coûts de prise en charge de la venue d'étudiants de ces pays dans les pays d'OCDE. Si l'on retire ces montants, la Chine et l'Inde disparaissent de la liste des dix principaux pays concernés par l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE.

**Tableau comparatif des 10 premiers pays destinataires de l'APD des collectivités territoriales de l'OCDE en 2005, 2010 et 2015 (en pourcentage)**

	2005		2010		2015	
1	Chine	15 %	Chine	10 %	Chine	11 %
2	Maroc	5 %	Haïti	3 %	Inde	5 %
3	Turquie	4 %	Pérou	3 %	Asie, régional	5 %
4	Inde	4 %	Maroc	3 %	Iran	3 %
5	Cameroun	4 %	Cameroun	3 %	Cameroun	2 %
6	Ukraine	3 %	Turquie	3 %	Turquie	2 %
7	Pérou	3 %	Inde	2 %	Maroc	2 %
8	Iran	2 %	Territoires palestiniens	2 %	Syrie	2 %
9	Bolivie	2 %	Ukraine	2 %	Ukraine	2 %
10	Indonésie	2 %	Syrie	2 %	Brésil	2 %
	Autres	56 %	Autres	67 %	Autres	64 %

Les secteurs majoritairement concernés par l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE sont les mêmes que les plus concernés par l'APD des collectivités territoriales françaises, soit en 2015 la **santé, l'agriculture, la gouvernance et société civile, l'éducation et l'eau et assainissement** qui représentent à eux seuls 44 % de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE (contre 55,7 % pour l'APD des collectivités territoriales françaises en 2015).

**Répartition de l'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE par secteur en 2015 (en pourcentage)**



Source : l'essentiel du chapitre « L'APD des collectivités territoriales des pays de l'OCDE : tendances et état des lieux », OCDE

# TABLEAUX & GRAPHIQUES

## TABLEAUX ET GRAPHIQUES DE L'APD 2016

## RÉPARTITION DE L'APD PAR NIVEAU DE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

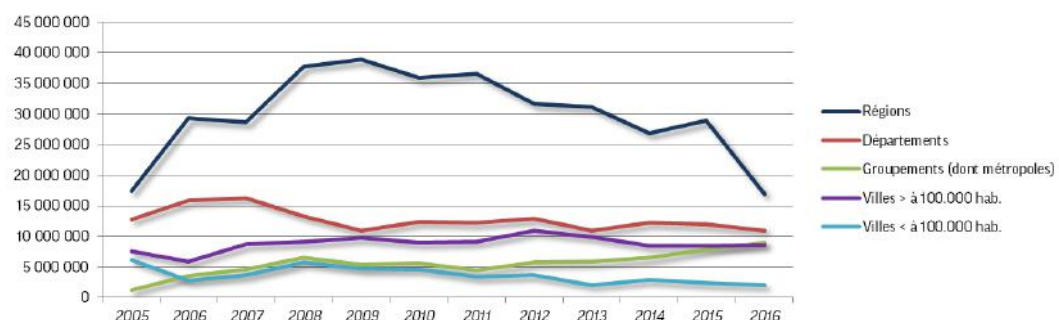
**T1** TABLEAU 1/ Nombre de collectivités territoriales ayant déclaré leur APD 2006-2016

	Conseils régionaux	Conseils départementaux	Groupements dont métropoles	Villes	Total collectivités
2016	14	54	65	240	373
2015	23	63	51	232	369
2014	24	50	44	155	273
2013	22	39	32	143	236
2012	21	50	45	147	263
2011	22	43	31	100	196
2010	19	46	56	265	386
2009	19	44	49	223	335
2008	22	58	56	357	493
2007	15	45	40	171	271
2006	21	51	35	184	291

**T2** TABLEAU 2 / Montants de l'APD déclarés par année 2006-2016 (en millions d'euros)

Année de déclaration	Montants déclarés de l'APD (hors aide aux réfugiés)	Montants déclarés de l'APD (y compris aide aux réfugiés)
2016	48 -19,5 %	82,9
2015	59,6 +4,3 %	
2014	57,1 -5,1 %	
2013	60,2 -7,5 %	
2012	65,1 -1,2 %	
2011	65,9 -2,3 %	
2010	67,5 -3,5 %	
2009	70 -2,7 %	
2008	72 +16 %	
2007	62 +8,7 %	
2006	57	

**G1** GRAPHIQUE 1/ Courbe d'évolution de l'APD par niveau de collectivité territoriale depuis 2005 (en euros et hors aide aux réfugiés)



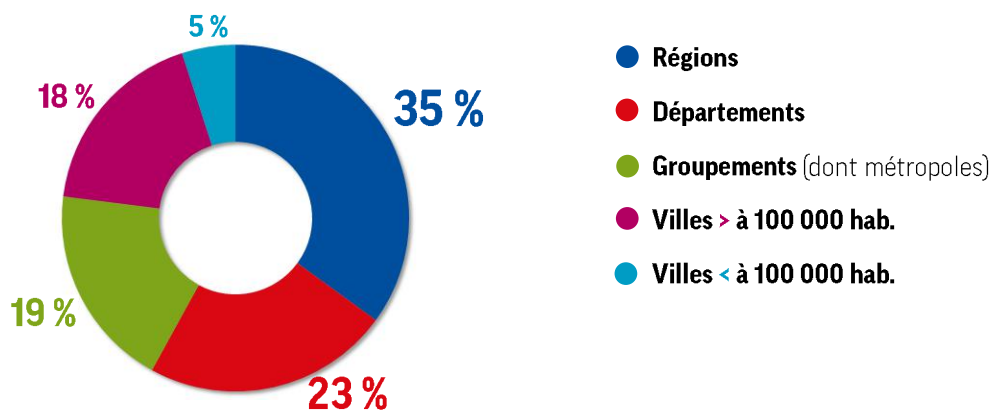
T3

**TABLEAU 3 / Répartition des dépenses d'APD par niveau de collectivité territoriale 2006-2016** (en euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Régions	29 288 036	28 650 002	37 790 852	38 834 270	35 870 077	36 588 019	31 636 987	31 164 617 (52 %)	26 891 754 (47,1 %)	28 880 526 (48,7 %)	16 952 172 (35 %)
Départements	15 916 250	16 322 308	13 322 509	11 004 030	12 415 758	12 196 750	12 947 593	11 027 095 (18 %)	12 218 543 (21,3 %)	11 929 992 (20 %)	11 180 243 (23 %)
Groupements	3 581 116	4 561 261	6 519 557	5 397 636	5 636 320	4 472 848	5 720 351	5 837 933 (10 %)	6 472 719 (11,3 %)	7 874 674 (12,2 %)	9 054 993 (19 %)
Villes > à 100 000 hab.	6 025 092	8 804 382	9 140 473	9 827 623	9 043 429	9 251 742	10 950 182	10 016 463 (16,5 %)	8 575 732 (15,1 %)	8 502 136 (14,3 %)	8 720 206 (18 %)
Villes < à 100 000 hab.	2 874 021	3 671 326	5 747 463	4 727 693	4 678 508	3 431 764	3 691 593	2 156 925 (3,5 %)	2 945 068 (5,2 %)	2 369 671 (4 %)	2 088 074 (5 %)
Total	57 684 515	62 009 279	72 520 854	69 791 252	67 644 092	65 941 123	65 108 406	60 203 033	57 103 816	59 556 999	47 995

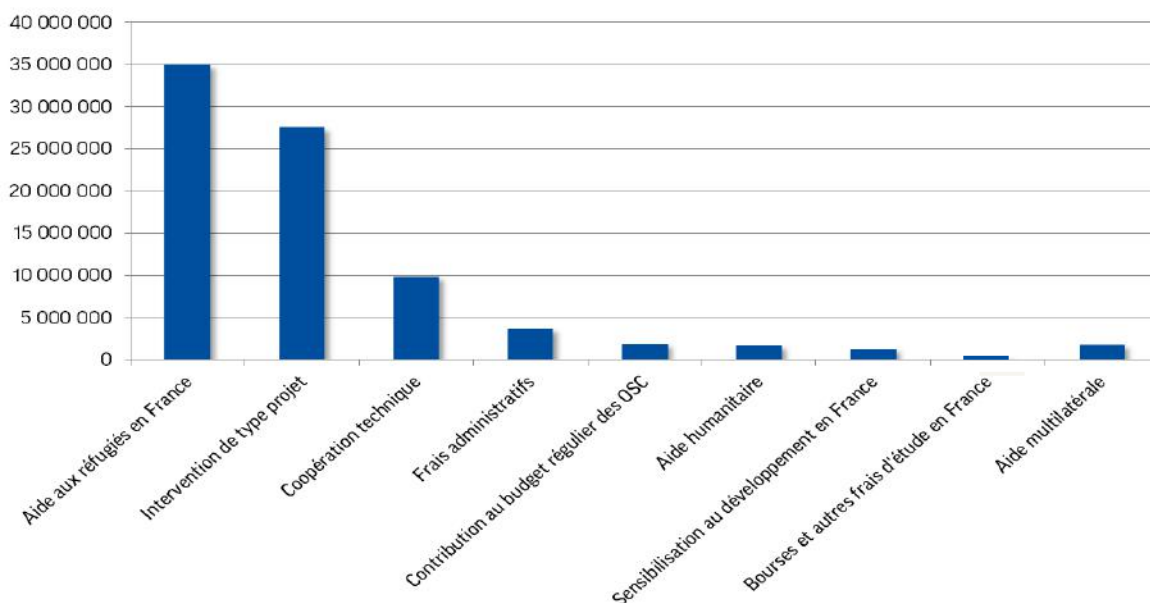
**GRAPHIQUE 2 / Répartition du volume de l'APD 2016 par niveau de collectivités territoriales** (en pourcentage)

G2



## RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR TYPE D'AIDE ET PAR CANAL D'ACHEMINEMENT

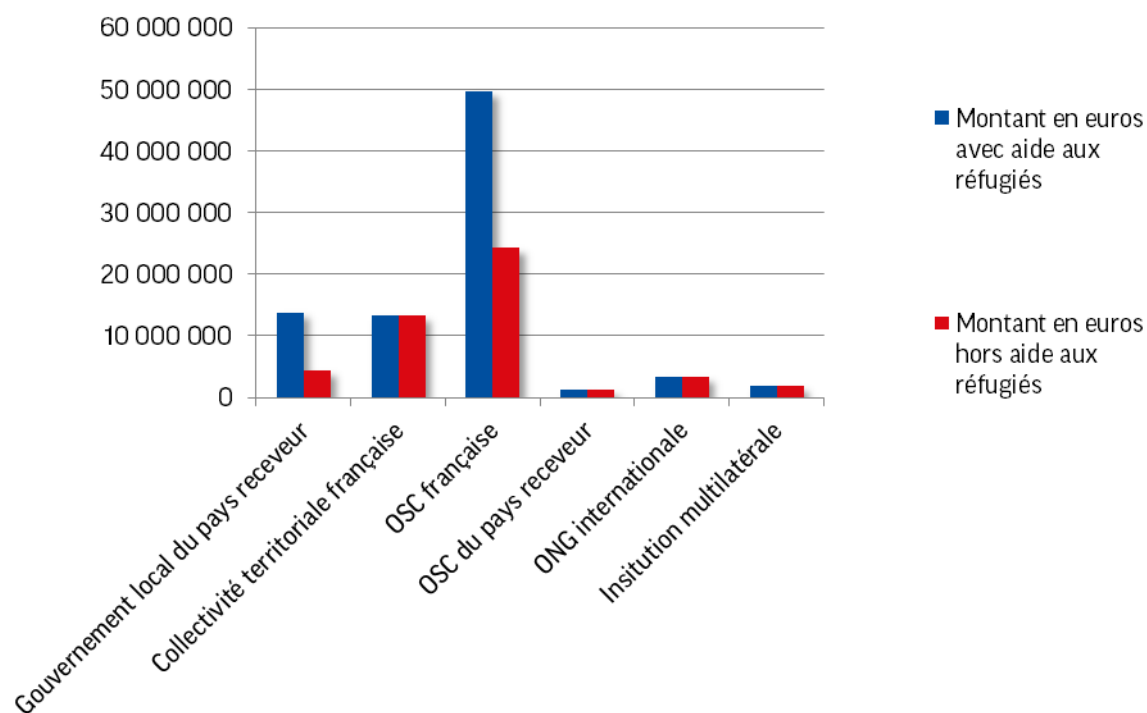
G3

**GRAPHIQUE 3 / Répartition de l'APD 2016 par type d'aide** (en euros)



T  
4**TABLEAU 4 / Répartition de l'APD 2016 par type d'aide (en euros)**

Aide aux réfugiés en France	34 946 908
Intervention de type projet	27 514 272
Coopération technique	9 857 210
Frais administratifs	3 680 518
Contribution au budget régulier des organisations de la société	1 880 551
Aide humanitaire	1 682 510
Sensibilisation au développement en France	1 326 868
Bourses et autres frais d'études en France	283 391
<b>TOTAL BILATERAL</b>	<b>81 172 228</b>
Contribution aux budgets réguliers des institutions multilatérales	26 566
Contributions à des programmes ou fonds à objectif spécifique gérés par des institutions multilatérales	1 743 802
<b>TOTAL MULTILATERAL</b>	<b>1 770 368</b>
<b>Déclaration total APD 2016</b>	<b>82 942 596</b>

G  
4**GRAPHIQUE 4 / Répartition de l'APD 2016 par canal d'acheminement (en euros, avec et hors aide aux réfugiés)**

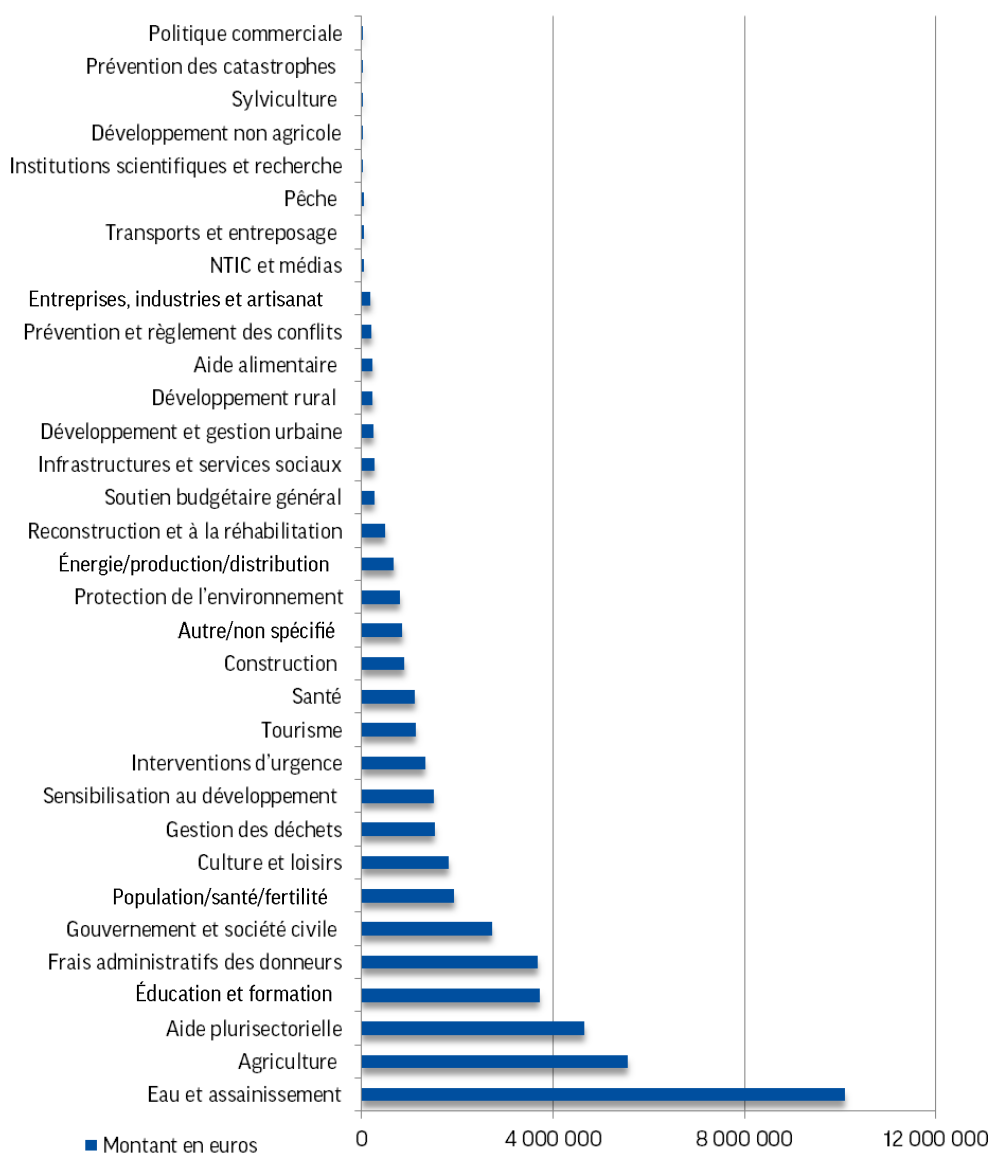
T5

**TABLEAU 5 / Répartition de l'APD 2016 par type d'aide (en euros)**

Canal d'acheminement de l'APD 2016 des collectivités territoriales	Montant en euros avec aide aux réfugiés	Montant en euros hors aide aux réfugiés
<b>Gouvernement local du pays receveur</b>	<b>13 776 168</b>	<b>4 300 388</b>
<b>Collectivités territoriales françaises (dont frais administratifs)</b>	<b>13 242 985</b>	<b>13 242 985</b>
<b>Organisation de la société civile (OSC) française</b>	<b>49 652 128</b>	<b>24 181 000</b>
<b>Organisation de la société civile (OSC) du pays</b>	<b>1 148 392</b>	<b>1 148 392</b>
<b>ONG internationale</b>	<b>3 352 555</b>	<b>3 352 555</b>
<b>Institution multilatérale</b>	<b>1 770 368</b>	<b>1 770 368</b>
<b>Déclaration total APD 2016</b>	<b>82 942 596</b>	<b>47 995 688</b>

## RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR SECTEUR

G5

**GRAPHIQUE 5 / Répartition de l'APD 2016 par secteur (en euros et hors aide aux réfugiés)**

T6

**TABLEAU 6 / Répartition de l'APD 2016 par secteur (en euros)**

<b>Eau et assainissement</b>	<b>10 094 778</b>
<b>Agriculture</b>	<b>5 558 010</b>
<b>Aide plurisectorielle</b>	<b>4 658 346</b>
<b>Éducation et formation</b>	<b>3 711 120</b>
<b>Frais administratifs des donateurs</b>	<b>3 680 518</b>
<b>Gouvernement et société civile</b>	<b>2 714 931</b>
<b>Politique en matière de population/santé/fertilité</b>	<b>1 936 313</b>
<b>Culture et loisirs</b>	<b>1 813 312</b>
<b>Gestion des déchets</b>	<b>1 518 000</b>
<b>Sensibilisation au développement en France et à l'étranger</b>	<b>1 499 261</b>
<b>Interventions d'urgence</b>	<b>1 317 454</b>
<b>Tourisme</b>	<b>1 121 194</b>
<b>Santé</b>	<b>1 116 530</b>
<b>Construction – politique de la construction et gestion administrative</b>	<b>891 808</b>
<b>Autre/non spécifié</b>	<b>851 696</b>
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>796 589</b>
<b>Énergie/production/distribution</b>	<b>672 730</b>
<b>Aide à la reconstruction et à la réhabilitation</b>	<b>492 280</b>
<b>Soutien budgétaire général</b>	<b>256 936</b>
<b>Infrastructures et services sociaux divers</b>	<b>255 247</b>
<b>Développement et gestion urbaine</b>	<b>241 526</b>
<b>Développement rural</b>	<b>231 684</b>
<b>Aide alimentaire à des fins de développement</b>	<b>223 060</b>
<b>Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité</b>	<b>201 126</b>
<b>Entreprises, industries et artisanat</b>	<b>184 835</b>
<b>Communication, nouvelles technologies et médias</b>	<b>45 690</b>
<b>Transports et entreposage</b>	<b>42 408</b>
<b>Pêche</b>	<b>40 306</b>
<b>Institutions scientifiques et de recherche</b>	<b>25 500</b>
<b>Développement alternatif non agricole</b>	<b>12 000</b>
<b>Sylviculture</b>	<b>8 856</b>
<b>Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue</b>	<b>8 276</b>
<b>Politique commerciale et réglementations et ajustements liés au commerce</b>	<b>3 000</b>
<b>Déclaration totale APD 2016 (hors aide aux réfugiés et aide multilatérale)</b>	<b>46 225 320</b>

T7

**TABLEAU 7 / Tendances de la répartition de l'APD 2014-2016 pour les 10 secteurs prioritaires**  
(en millions d'euros et hors aide aux réfugiés)

	2016		2015		2014	
<b>1</b>	<b>Eau et assainissement</b>	<b>10,1</b>	<b>Eau et assainissement</b>	<b>11,7</b>	<b>Eau et assainissement</b>	<b>8,6</b>
<b>2</b>	<b>Agriculture</b>	<b>6,6</b>	<b>Aide plurisectorielle</b>	<b>7,3</b>	<b>Gouvernement et société civile</b>	<b>7,8</b>
<b>3</b>	<b>Aide plurisectorielle</b>	<b>4,7</b>	<b>Agriculture</b>	<b>6,0</b>	<b>Agriculture</b>	<b>6,2</b>
<b>4</b>	<b>Éducation et formation</b>	<b>3,7</b>	<b>Éducation et formation</b>	<b>5,8</b>	<b>Aide plurisectorielle</b>	<b>5,8</b>
<b>5</b>	<b>Frais administratifs des donneurs</b>	<b>3,7</b>	<b>Gouvernement et société civile</b>	<b>5,1</b>	<b>Politique en matière de population/santé/fertilité</b>	<b>5,3</b>
<b>6</b>	<b>Gouvernement et société civile</b>	<b>2,7</b>	<b>Politique en matière de population/santé/fertilité</b>	<b>4,5</b>	<b>Éducation et formation</b>	<b>5,2</b>
<b>7</b>	<b>Politique en matière de population/santé/fertilité</b>	<b>1,9</b>	<b>Frais administratifs des donneurs</b>	<b>3,6</b>	<b>Frais administratifs des donneurs</b>	<b>3,6</b>
<b>8</b>	<b>Culture et loisirs</b>	<b>1,8</b>	<b>Infrastructures et services sociaux divers</b>	<b>1,7</b>	<b>Sensibilisation au développement en France et à l'étranger</b>	<b>3,1</b>
<b>9</b>	<b>Gestion des déchets</b>	<b>1,5</b>	<b>Environnement</b>	<b>1,5</b>	<b>Environnement</b>	<b>1,4</b>
<b>10</b>	<b>Sensibilisation au développement en France et à l'étranger</b>	<b>1,5</b>	<b>Tourisme</b>	<b>1,2</b>	<b>Infrastructures et services sociaux divers</b>	<b>1,3</b>
	<b>APD 2016 totale (hors aide aux réfugiés)</b>	<b>48,0</b>	<b>APD 2016 totale (hors aide aux réfugiés)</b>	<b>59,6</b>	<b>APD 2016 totale (hors aide aux réfugiés)</b>	<b>54,0</b>

## RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR COLLECTIVITÉ TERRITORIALE (EN EUROS ET HORS AIDE AUX RÉFUGIÉS)

Ne figure pas dans ces tableaux les collectivités territoriales ayant déclaré un montant d'APD égal à 0.

T8

**TABLEAU 8 / Répartition de l'APD 2016 par conseil régional (en euros)**

Conseils régionaux	Déclaration APD 2016 hors aide aux réfugiés
Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes	2 275 080
Conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine	2 159 318
Conseil régional d'Île-de-France	1 715 493
Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 617 264
Conseil régional du Grand Est	1 539 614
Conseil régional de Hauts-de-France	1 488 691
Conseil régional de la Réunion	1 470 938
Conseil régional du Centre-Val de Loire	881 355
Conseil régional de l'Occitanie	855 895
Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté	796 121
Conseil régional des Pays de la Loire	792 996
Conseil régional de Bretagne	787 375
Conseil régional de Normandie	558 382
Conseil régional de Guadeloupe	13 650
<b>TOTAL</b>	<b>16 952 172</b>

T9

**TABLEAU 9/ Répartition de l'APD 2016 par conseil départemental (en euros)**

<b>Conseils départementaux</b>	<b>Déclaration APD 2016 hors aide aux réfugiés</b>
Conseil départemental des Yvelines	1 952 914
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	1 762 582
Conseil départemental du Val-De-Marne	1 139 256
Conseil départemental de la Réunion	1 112 801
Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine	641 720
Conseil départemental de Loire-Atlantique	633 608
Conseil départemental de l'Ardèche	489 196
Conseil départemental de l'Isère	349 612
Conseil départemental des Bouches-du-Rhône	309 000
Conseil départemental du Pas-de-Calais	300 950
Conseil départemental de Seine-Maritime	297 264
Conseil départemental de l'Essonne SCDRI	228 498
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	222 080
Conseil départemental du Finistère	205 411
Conseil départemental de la Savoie	180 168
Conseil départemental de la Charente-Maritime	180 000
Conseil départemental de Saône-et-Loire	150 000
Conseil départemental de Gironde	120 229
Conseil départemental de l'Hérault	107 480
Conseil départemental de l'Eure	100 000
Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle	94 401
Conseil départemental de l'Allier	79 772
Conseil départemental du Maine-et-Loire	78 065
Conseil départemental de l'Oise	61 600
Conseil départemental du Bas-Rhin	60 000
Conseil départemental de l'Aude	48 500
Conseil départemental de la Vienne	45 000
Conseil départemental de Vendée	43 500
Conseil départemental de la Drôme	42 600
Conseil départemental de Dordogne	41 650
Conseil départemental du Haut-Rhin	33 300
Conseil départemental du Jura	18 500
Conseil départemental de l'Orne	14 580
Conseil départemental du Doubs	7 500
Conseil départemental de Mayenne	6 616
Conseil départemental du Lot-et-Garonne	6 390
Conseil départemental du Calvados	6 000
Conseil départemental du Nord	5 000
Conseil départemental du Loiret	4 500
<b>TOTAL</b>	<b>11 180 243</b>

T10

**TABLEAU 10 / Répartition de l'APD 2016 par groupement (en euros)**

<b>Groupements (structures intercommunales)</b>	<b>Déclaration APD 2016 hors aide aux réfugiés</b>
Syndicat des eaux d'Île-de-France	2 579 500
SIAAP (Service public de l'assainissement francilien)	1 888 088
SYCTOM	874 263
Grand Lyon	596 410
Communauté d'agglomération de Reims	402 477
Communauté urbaine de Nantes (Nantes Métropole)	290 730
Dunkerque Grand Littoral Communauté urbaine	242 000
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	170 000
Communauté d'agglomération de la Rochelle	164 680
Saint-Brieuc Agglomération	153 167
Bordeaux Métropole	128 500
Communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain (Sicoval)	120 122
Office de l'eau Martinique	120 000
Lille Métropole	112 300
Pays Vichy-Auvergne	111 000
Communauté d'agglomération d'Évry Centre Essonne	95 000
Grand Poitiers	93 685
Brest métropole	92 529
Syndicat mixte de production d'eau Fensch-Lorraine	89 089
Bibracte	77 200
Communauté d'agglomération de Roissy Porte de France	74 343
Communauté urbaine de Strasbourg	63 500
Eau du Bassin rennais	52 000
Communauté d'agglomération de Saint-Omer	48 000
Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	46 560
Communauté de communes Faucigny Glières	45 004
Communauté d'agglomération du Pays rochefortais	44 777
Artois Comm.	41 000
Parc naturel régional du Verdon	37 000
Syndicat intercommunal eau et assainissement de Fontoy, Vallée de la Fensch	33 205
Communauté d'agglomération Plaine commune	32 500
Communauté d'agglomération du Grand Périgueux	28 512
Métropole Nice Côte d'Azur	27 500
Communauté d'agglomération Amiens métropole	24 000
Communauté de communes Vallée de l'Hérault	15 000
Syndicat des eaux de la Charente Maritime	13 500
Communauté d'agglomération du Grand Angoulême	6 000
SMICTOM d'Alsace centrale	5 600
Communauté de communes de Selestat et environs	5 380
Syndicat des eaux et de services Auxois-Morvan (SESAM)	5 000
Communauté de communes du Haut Pays Bigouden	4 527
Communauté de communes de la Plaine du Rhin	1 345
<b>TOTAL</b>	<b>9 054 993</b>

## T 11

**TABLEAU 11 / Répartition de l'APD 2016 par ville (en euros)**

<b>Villes</b>	<b>Déclaration APD 2016</b> hors aide aux réfugiés
Paris	6 299 547
Marseille	357 570
Nantes	340 961
Grenoble	276 799
Montreuil-Sous-Bois	269 133
Toulouse	194 504
Lille	159 615
Suresnes	147 978
Rennes	136 761
Strasbourg	136 371
Boulogne-Billancourt	120 000
Mantes-la-Jolie	114 925
Saint-Étienne	106 996
Cergy	87 939
Châtelleraut	87 090
Rezé	82 050
Mulhouse	77 320
Vienne	74 851
Chambéry	70 000
Guyancourt	68 628
Chevilly-Larue	65 298
Poitiers	61 050
Albi	58 560
Allonnes	57 603
Valence	55 000
Issy-les-Moulineaux	54 550
La Talaudière	52 072
Fontenay-sous-Bois	51 687
Saint-Denis	51 000
Le Vigan	48 477
Lamentin	45 219
Panazol	44 117
Orléans	42 045
Cherbourg-en-Cotentin	40 000
Auch	37 494
Rillieux-la-Pape	35 857



<b>Châteauroux</b>	<b>34 466</b>
<b>Iffs</b>	<b>32 000</b>
<b>Rungis</b>	<b>32 000</b>
<b>Nancy</b>	<b>31 900</b>
<b>Bouguenais</b>	<b>29 890</b>
<b>Gentilly</b>	<b>28 000</b>
<b>Aix-en-Provence</b>	<b>26 466</b>
<b>Saint-Herblain</b>	<b>25 000</b>
<b>Juvisy-sur-Orge</b>	<b>24 895</b>
<b>Bordeaux</b>	<b>24 508</b>
<b>Fosses</b>	<b>24 400</b>
<b>Hérouville-Saint-Clair</b>	<b>22 210</b>
<b>Limoges</b>	<b>21 900</b>
<b>Dijon</b>	<b>20 600</b>
<b>Pontcharra</b>	<b>18 080</b>
<b>Crolles</b>	<b>17 160</b>
<b>Ribeauville</b>	<b>16 800</b>
<b>Brest</b>	<b>16 510</b>
<b>Cabourg</b>	<b>16 500</b>
<b>Brive-la-Gaillarde</b>	<b>16 000</b>
<b>Pezilla-la-Rivière</b>	<b>15 915</b>
<b>Châlons-en-Champagne</b>	<b>15 800</b>
<b>Thionville</b>	<b>15 300</b>
<b>Ramonville Saint-Agne</b>	<b>15 000</b>
<b>Belfort</b>	<b>13 184</b>
<b>La Rochette</b>	<b>13 000</b>
<b>Checny</b>	<b>12 190</b>
<b>Cesson-Sévigné</b>	<b>12 000</b>
<b>Dreux</b>	<b>11 478</b>
<b>Le Cheylas</b>	<b>11 300</b>
<b>Evry</b>	<b>11 000</b>
<b>Lannion</b>	<b>10 000</b>
<b>Arnage</b>	<b>9 925</b>
<b>Cholet</b>	<b>9 000</b>
<b>Martignas-sur-Jalle</b>	<b>8 500</b>
<b>Lamballe</b>	<b>7 514</b>
<b>Gières</b>	<b>7 000</b>
<b>Cachan</b>	<b>6 500</b>
<b>Orchies</b>	<b>5 526</b>

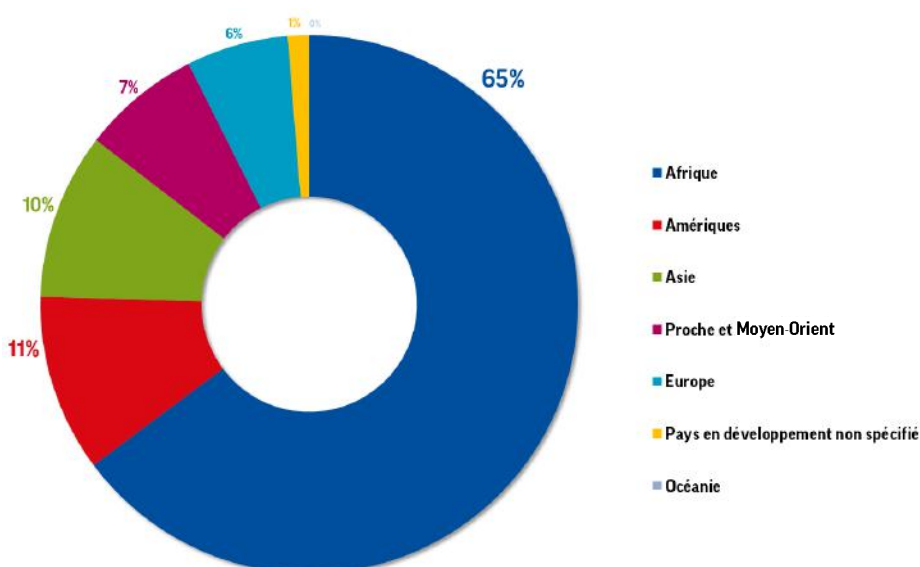
<b>La Chapelle-sur-Erdre</b>	<b>5 500</b>
<b>Cournon d'Auvergne</b>	<b>5 250</b>
<b>Billere</b>	<b>5 079</b>
<b>Anglet</b>	<b>5 000</b>
<b>Reims</b>	<b>5 000</b>
<b>Bressuire</b>	<b>4 900</b>
<b>Clermont-Ferrand</b>	<b>4 700</b>
<b>Arles</b>	<b>4 584</b>
<b>Angoulême</b>	<b>4 500</b>
<b>Castres</b>	<b>4 500</b>
<b>Chamalières</b>	<b>4 000</b>
<b>Marolles-en-Hurepoix</b>	<b>4 000</b>
<b>Le Séquestre</b>	<b>3 800</b>
<b>Coulon</b>	<b>3 527</b>
<b>Arras</b>	<b>3 414</b>
<b>Sierentz</b>	<b>3 360</b>
<b>Loos-en-Gohelle</b>	<b>3 200</b>
<b>Argentat</b>	<b>3 100</b>
<b>Orsay</b>	<b>3 050</b>
<b>Colombelles</b>	<b>3 000</b>
<b>Crêts-en-Belledonne</b>	<b>3 000</b>
<b>Fargues de Langon</b>	<b>2 500</b>
<b>Jouy-en-Josas</b>	<b>2 500</b>
<b>Saint-Pierre-d'Aurillac</b>	<b>2 500</b>
<b>Sceaux</b>	<b>2 250</b>
<b>Noaillan</b>	<b>2 000</b>
<b>Erstein</b>	<b>1 570</b>
<b>Scherwiller</b>	<b>1 180</b>
<b>Barr</b>	<b>1 017</b>
<b>Rubrouck</b>	<b>1 000</b>
<b>Bennwihr</b>	<b>950</b>
<b>Enghien-les-Bains</b>	<b>946</b>
<b>Hochfelden</b>	<b>900</b>
<b>Ribérac</b>	<b>803</b>
<b>Orgeval</b>	<b>600</b>
<b>Meudon</b>	<b>550</b>
<b>Bavilliers</b>	<b>365</b>
<b>Prahecq</b>	<b>327</b>
<b>Bergheim</b>	<b>300</b>

<b>Vaux-le-Penil</b>	<b>300</b>
<b>Eguisheim</b>	<b>274</b>
<b>Saint-Privat-en-Périgord</b>	<b>200</b>
<b>Pugny-Chatenod</b>	<b>100</b>
<b>Trévignin</b>	<b>100</b>
<b>Vasles</b>	<b>100</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 808 280</b>

## BÉNÉFICIAIRES DE L'APD BILATÉRALE 2016 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET PAR PAYS (EN EUROS ET HORS AIDE AUX RÉFUGIÉS)

G6

**GRAPHIQUE 6 / Répartition de l'APD bilatérale 2016 par aire géographique** (en euros et hors aide aux réfugiés)



T12

**TABLEAU 12 / Bénéficiaires de l'APD bilatérale 2016 par zone géographique et par pays**  
(en euros et hors aide aux réfugiés)

<b>AFRIQUE – Régional (pays non spécifiés)</b>	<b>2 630 573</b>
<b>AFRIQUE DU NORD – TOTAL</b>	<b>3 314 536</b>
Maroc	1 616 889
Tunisie	1 116 921
Mauritanie	306 718
Algérie	268 008
Nord du Sahara – Régional	6 000
<b>AFRIQUE ORIENTALE ET OCÉAN INDIEN – TOTAL</b>	<b>6 476 270</b>
Madagascar	4 278 245
Afrique du Sud	339 880
Comores	321 540
Rwanda	283 522
Maurice	279 212
Burundi	263 864
Éthiopie	216 690
Seychelles	203 840
Kenya	118 000
Tanzanie	88 457
Mozambique	67 200
Sud Soudan	8 500
Zimbabwe	2 892
Zambie	1 803
Érythrée	1 392
Soudan	1 233

<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE - TOTAL</b>	<b>17 540 488</b>
Sénégal	4 600 437
Mali	2 411 303
Burkina Faso	2 279 357
Togo	1 624 921
Bénin	1 570 972
Niger	1 075 376
Cameroun	897 010
Guinée	874 418
Tchad	598 682
République démocratique du Congo	538 440
Congo	407 197
Côte d'Ivoire	290 973
Gabon	172 193
Sierra Leone	67 200
Nigeria	46 670
Guinée-Bissau	30 000
République centrafricaine	29 280
Cap-Vert	10 000
Ghana	7 509
Sud du Sahara - Régional	8 550
<b>AMÉRIQUE DU NORD, CENTRALE et CARAÏBES - TOTAL</b>	<b>3 867 111</b>
Haïti	3 016 600
Cuba	375 464
Salvador	252 943
Mexique	161 373
Nicaragua	43 281
République dominicaine	13 650
Guatemala	2 000
Panama	1 800
<b>AMÉRIQUE DU SUD - TOTAL</b>	<b>1 044 682</b>
Chili	281 805
Équateur	243 998
Brésil	233 242
Bolivie	77 047
Colombie	56 816
Pérou	55 890
Argentine	30 644
Venezuela	15 000
Paraguay	12 000
Uruguay	2 240
Amérique du Sud - Régional	36 000

<b>ASIE – Régional (pays non spécifiés)</b>	<b>3 100</b>
<b>ASIE CENTRALE ET DU SUD – TOTAL</b>	<b>699 799</b>
Inde	375 885
Népal	119 059
Bangladesh	85 605
Afghanistan	39 981
Sri Lanka	33 905
Kirghizstan	22 600
Ouzbékistan	1 233
Pakistan	1 120
Tadjikistan	411
Asie du Sud – Régional	20 000
<b>EXTRÊME-ORIENT – TOTAL</b>	<b>3 914 364</b>
Vietnam	1 728 649
Cambodge	1 060 386
Laos	603 338
Philippines	271 279
Chine	118 396
Indonésie	59 088
Birmanie	27 632
Mongolie	22 759
Thaïlande	21 517
Malaisie	1 120
<b>PROCHE ET MOYEN-ORIENT – TOTAL</b>	<b>3 303 964</b>
Territoires palestiniens	1 337 762
Liban	1 173 048
Irak	398 937
Syrie	170 468
Jordanie	120 975
Égypte	51 668
Libye	10 572
Iran	2 743
Yémen	822
Moyen-Orient – Régional	36 869
<b>EUROPE – TOTAL</b>	<b>2 837 099</b>
Arménie	1 105 040
Macédoine	114 393
Serbie	94 721
Monténégro	36 000
Ukraine	31 997
Turquie	24 545
Moldavie	21 500
Géorgie	19 094

Albanie	8 000
Biélorussie	5 130
Bosnie-Herzégovine	5 000
Azerbaïdjan	411
<b>EUROPE – Régional (pays non spécifiés)</b>	<b>1 371 268</b>
<b>PAYS EN DÉVELOPPEMENT – NON SPECIFIÉS</b>	<b>588 534</b>
<b>OCÉANIE – TOTAL</b>	<b>5 000</b>
<b>OCÉANIE – Régional</b>	<b>5 000</b>

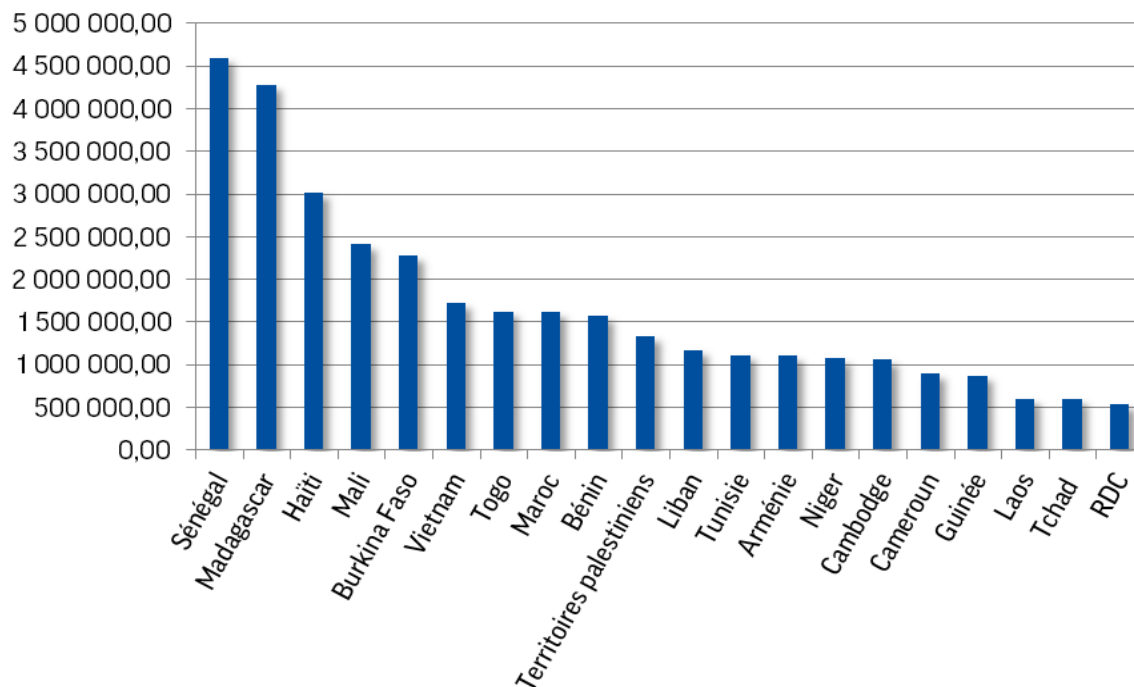
<b>TOTAL APD BILATÉRALE 2016</b>	<b>46 225 320</b>
----------------------------------	-------------------

T13

**TABLEAU 13 / Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD bilatérale 2016** (en euros et hors aide aux réfugiés)

<b>1</b>	<b>Sénégal</b>	<b>4 600 437</b>
<b>2</b>	<b>Madagascar</b>	<b>4 278 245</b>
<b>3</b>	<b>Haïti</b>	<b>3 016 600</b>
<b>4</b>	<b>Mali</b>	<b>2 411 303</b>
<b>5</b>	<b>Burkina Faso</b>	<b>2 279 357</b>
<b>6</b>	<b>Vietnam</b>	<b>1 728 649</b>
<b>7</b>	<b>Togo</b>	<b>1 624 921</b>
<b>8</b>	<b>Maroc</b>	<b>1 616 889</b>
<b>9</b>	<b>Bénin</b>	<b>1 570 972</b>
<b>10</b>	<b>Territoires palestiniens</b>	<b>1 337 762</b>
<b>11</b>	<b>Liban</b>	<b>1 173 048</b>
<b>12</b>	<b>Tunisie</b>	<b>1 116 921</b>
<b>13</b>	<b>Arménie</b>	<b>1 105 040</b>
<b>14</b>	<b>Niger</b>	<b>1 075 376</b>
<b>15</b>	<b>Cambodge</b>	<b>1 060 386</b>
<b>16</b>	<b>Cameroun</b>	<b>897 010</b>
<b>17</b>	<b>Guinée</b>	<b>874 418</b>
<b>18</b>	<b>Laos</b>	<b>603 338</b>
<b>19</b>	<b>Tchad</b>	<b>598 682</b>
<b>20</b>	<b>République démocratique du Congo</b>	<b>538 440</b>
<b>APD bilatérale 2016 en euros dans les 20 premiers pays bénéficiaires</b>		<b>33 507 794 €</b> soit <b>72,5 %</b> de l'APD 2016 hors aide aux réfugiés

G7

**GRAPHIQUE 7 / Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD bilatérale 2016**  
(en euros et hors aide aux réfugiés)

T14

**TABLEAU 14 / Tendances de la répartition de l'APD bilatérale 2014-2016 dans les 10 premiers pays bénéficiaires** (en millions d'euros et hors aide aux réfugiés)

2016		2015		2014				
1	Sénégal	4,6	Madagascar	6,4	Sénégal	4,7		
2	Madagascar	4,3	Sénégal	5,8	Mali	4,0		
3	Haïti	3,0	Mali	3,8	Madagascar	3,4		
4	Mali	2,4	Burkina Faso	3,7	Burkina Faso	3,2		
5	Burkina Faso	2,2	Bénin	3,2	Haïti	2,0		
6	Vietnam	1,7	Niger	2,2	Maroc	2,0		
7	Togo	1,6	Maroc	2,0	Vietnam	1,6		
8	Maroc	1,6	Territoires palestiniens	1,9	Territoires palestiniens	1,5		
9	Bénin	1,6	Vietnam	1,7	Niger	1,5		
10	Territoires palestiniens	1,3	Haïti	1,7	Cameroun	1,3		
<b>APD 2016 totale</b> (hors aide aux réfugiés)		<b>48,0</b>	<b>APD 2015 totale</b> (hors aide aux réfugiés)		<b>59,6</b>	<b>APD 2014 totale</b> (hors aide aux réfugiés)		<b>54,0</b>



## RÉPARTITION DE L'APD 2016 PAR MARQUEUR DE L'OCDE

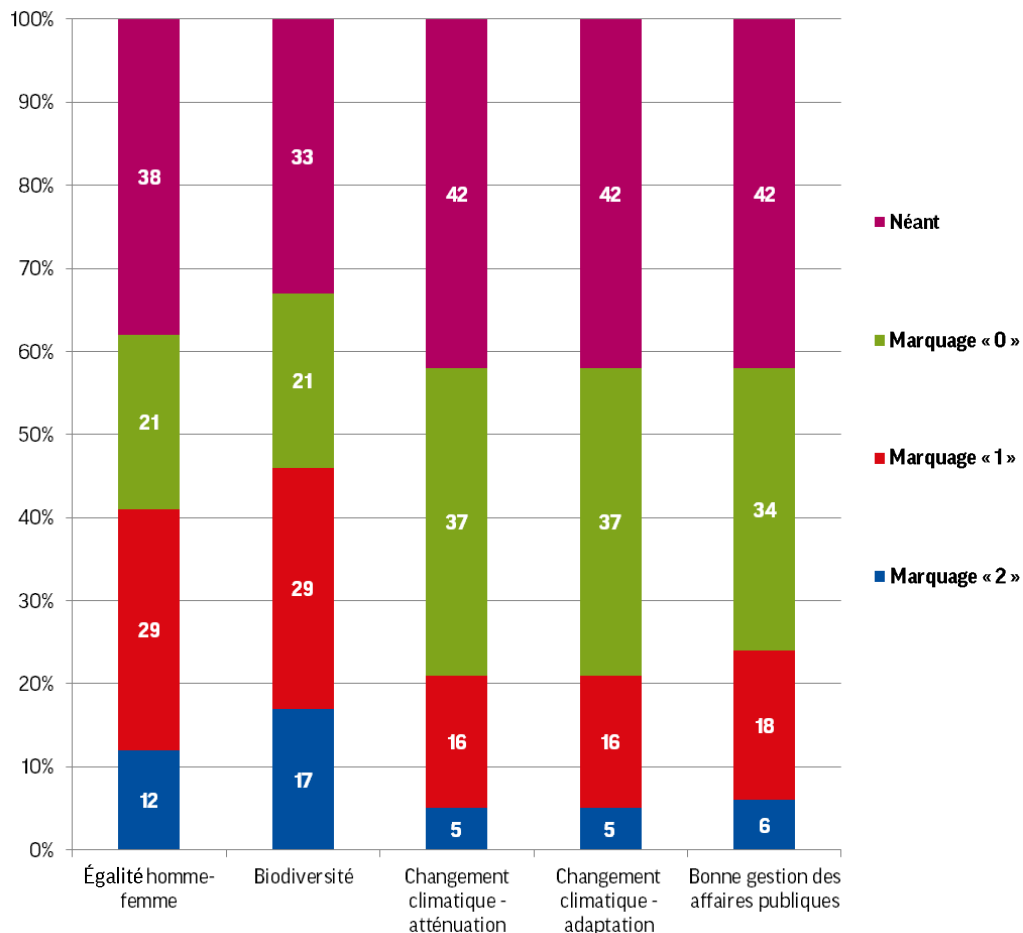
T15

**TABEAU 15 /** Pourcentage de dépenses d'APD 2016 marquées par marqueur

MARQUEURS	Pourcentage total de dépenses marquées « 2 » (le marqueur est l'objectif principal du projet)	Pourcentage total de dépenses marquées « 1 » (la dépense a un impact significatif sur le marqueur)	Pourcentage total de dépenses marquées « 0 » (la dépense n'a aucun impact sur le marqueur)	Pourcentage total de dépenses non marquées (la dépense ne prend pas en compte le marqueur)
Égalité homme-femme	12 %	29 %	21 %	38 %
Biodiversité	17 %	29 %	21 %	33 %
Changement climatique-atténuation	5 %	16 %	37 %	42 %
Changement climatique-adaptation	5 %	16 %	37 %	42 %
Développement participatif/ bonne gestion des affaires publiques	6 %	18 %	34 %	42 %
Tous marqueurs confondus	11 %	27 %	38 %	24 %

G7

**GRAPHIQUE 7 /** Pourcentage de dépenses d'APD 2016 marquées



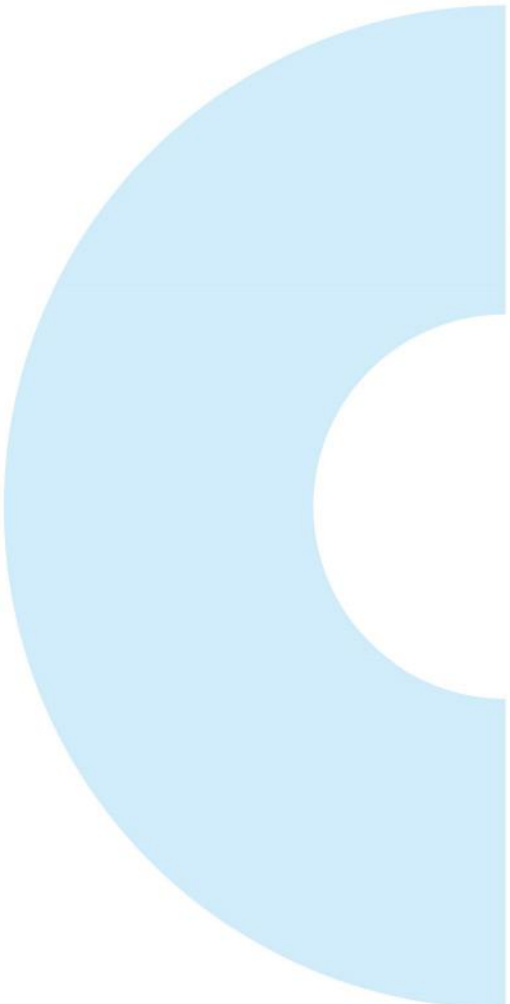
**TABLEAU 16 / Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD effective pour la notification des apports de 2014, 2015 et 2016**

<b>Pays les moins avancés</b>	<b>Pays à faible revenu</b> (RNB par habitant < = 1 045 \$ en 2013)	<b>Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche inf.</b> (RNB par habitant 1 046 \$ - 4 125 \$ en 2013)	<b>Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche sup.</b> (RNB par habitant 4 126 \$ - 12 745 \$ en 2013)
Afghanistan Angola Bangladesh Bénin Bhoutan Burkina Faso Burundi Cambodge Comores Djibouti Érythrée Éthiopie Gambie Guinée Guinée équatoriale <sup>1</sup> Guinée-Bissau Haïti Îles Salomon Kiribati République démocratique populaire lao Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie Mozambique Myanmar Népal Niger Ouganda République centrafricaine République démocratique du Congo Rwanda Sao Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Somalie Soudan Soudan du Sud Tanzanie Tchad Timor-Leste Togo Tuvalu Vanuatu <sup>1</sup> Yémen Zambie	Kenya République populaire démocratique de Corée Tadjikistan Zimbabwe	Arménie Bolivie Cameroun Cabo Verde Cisjordanie et bande de Gaza Congo Côte d'Ivoire Égypte El Salvador Géorgie Ghana Guatemala Guyana Honduras Inde Indonésie Kirghizistan Kosovo Maroc Micronésie Moldova Mongolie Nicaragua Nigéria Ouzbékistan Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Paraguay Philippines République arabe syrienne Samoa Sri Lanka Swaziland Tokélaou Ukraine Vietnam	Afrique du Sud Albanie Algérie Antigua-et-Barbuda <sup>2</sup> Argentine Azerbaïdjan Biélorus Belize Bosnie-Herzégovine Botswana Brésil Chili <sup>2</sup> Chine (République populaire de) Colombie Costa Rica Cuba Dominique Équateur Ex-République yougoslave de Macédoine Fidji Gabon Grenade Îles Cook Îles Marshall Iran Iraq Jamaïque Jordanie Kazakhstan Liban Libye Malaisie Maldives Maurice Mexique Monténégro Montserrat Namibie Nauru Niue Palaos Panama Pérou République dominicaine Sainte-Lucie Sainte-Hélène Saint-Vincent-et-les-Grenadines Serbie Seychelles Suriname Thaïlande Tonga Tunisie Turkménistan Turquie Uruguay <sup>2</sup> Venezuela Wallis-et-Futuna

(1) La résolution 68/L.20 de l'Assemblée générale des Nations unies adoptée le 4 décembre 2013 stipule que la Guinée équatoriale sera retirée de la catégorie des pays les moins avancés trois ans et demi après l'adoption de la résolution et que le Vanuatu sera retiré de la catégorie des pays les moins avancés quatre ans après l'adoption de la résolution.

(2) Antigua-et-Barbuda, le Chili et l'Uruguay ont dépassé le seuil de pays à haut revenu en 2012 et 2013. Conformément aux règles du CAD applicables à la révision de cette liste, ces trois pays seront retirés de la liste en 2017 s'ils continuent d'être des pays à haut revenu jusqu'en 2016.





---

La France est le cinquième contributeur mondial d'aide publique au développement (APD). Les collectivités territoriales françaises contribuent à cette aide et leurs actions extérieures dans les pays en développement viennent renforcer les effets de l'APD française :

- En permettant à l'APD de se diffuser dans les territoires de nombreux pays partenaires. En 2016, 98 pays étaient concernés par l'APD des collectivités françaises ;
- En couplant l'APD à d'autres projets non-éligibles à l'APD mais complémentaires, tels que des projets culturels, d'échanges de jeunes, d'accompagnement et de promotion des entreprises, etc.
- En facilitant la reconnaissance des autorités locales et régionales comme des acteurs pivots pour le développement inclusif de tous les territoires d'un pays.

Chaque année, les collectivités territoriales françaises et leurs groupements doivent déclarer leur contribution à l'APD, (article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales), sur le site [www.cncd.fr](http://www.cncd.fr). Ces données sont ensuite prises en compte dans l'APD de la France et figurent dans le rapport annuel du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Ce rapport a pour objectif de présenter de manière détaillée l'APD des collectivités territoriales en 2016. Il s'appuie sur les données collectées auprès des collectivités territoriales lors de la campagne de télédéclaration 2017.

### **Commission nationale de la coopération décentralisée**

Instituée par la loi du 6 février 1992, la CNCD rassemble à parité les représentants de 8 associations nationales de collectivités locales, des ministères concernés par l'action extérieure des collectivités territoriales et de six opérateurs du MEAE. Elle peut formuler toutes propositions visant à améliorer et renforcer les modalités d'exercice de l'action extérieure des collectivités territoriales.

Son secrétariat général est assuré par la Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères  
Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international  
Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales  
57, boulevard des Invalides, 75007 Paris  
01 43 17 62 64 • [secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr](mailto:secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr)  
[www.diplomatie.gouv.fr/cncd](http://www.diplomatie.gouv.fr/cncd) • Twitter : @CNCD\_Fr

Collecte et rédaction : Lisa Bonnet • Conception graphique : Frédéric Joffre • Réalisation : Pauline May  
Iconographie : Icon Pond • Crédits photographiques pages 5 et 7 : ©MEAE/Frédéric de La Mure/Fabienne Douce  
Impression : Service reprographie du MEAE - DIL - La Courneuve